

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur :

CPAM de la Sarthe

178 Avenue Bollée

72033 LE MANS CEDEX 9

Règlement de la consultation : marché n°3-2025

Établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :

Acquisition de 11 véhicules sur 3 ans pour la CPAM de la Sarthe

Procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

Date et heure limites de remise des offres : 30/06/2025 à 12h00

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 - Nature de la consultation	3
Article 3 - Durée du marché.....	3
Article 4 - Acheteur public – pouvoir adjudicateur.....	3
Article 5 – Visite	3
Article 6 – Modalités de livraison	4
Article 7 – Classification CPV	4
Article 8 – Allotissement.....	4
Article 9 – Responsabilité Sociale des Entreprises	4
Article 10 – Langue.....	4
Article 11 – Lieu d’exécution des prestations	5
Article 12 – Traçabilité des échanges.....	5
Article 13 – Transmission des plis par voie électronique.....	5
Article 14 – Copie de sauvegarde.....	5
Article 15 – Forme juridique du groupement	6
Article 16 – Mise au point.....	6
Article 17 – Variantes.....	7
Article 18 – Prestations supplémentaires éventuelles	7
Article 19 – Modalités de financement	8
Article 20 – Délai minimum de maintien des offres tarifaires	8
Article 21 – Pièces constitutives du marché.....	8
21-1 – Pièces relatives à la candidature.....	8
21-2 – Pièces relatives à l'offre.....	8
Article 22 – Modification de détail au dossier de consultation	9
Article 23 – Jugement des offres	9
23-1 – Sélection des candidatures	9
23-2 – Attribution de marché	9
Article 24 – Modalités d’attribution	10
Article 25 – Signature des documents	10
Article 26 – Renseignements complémentaires	10
Article 27 – Voies de recours	11

Article 1 - Objet du marché

La présente consultation est lancée en vue de la passation d'un marché relatif au renouvellement de la flotte automobile, **sur une période de 3 ans**, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Sarthe.

Le soumissionnaire devra également proposer un contrat d'entretien pour 5 années.

Le parc automobile se compose actuellement de 14 véhicules et 11 doivent être remplacés sur 2025, 2026 et 2027.

Article 2 - Nature de la consultation

La procédure de passation est celle l'appel d'offre ouvert, prévue aux articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociales et au code de la commande publique.

Article 3 - Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.

Article 4 - Acheteur public – pouvoir adjudicateur

Monsieur Pascal ROCHOIS,
Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Sarthe
178 avenue Bollée - 72033 LE MANS Cedex 9

et en cas d'empêchement, les personnes habilitées pour engager la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et signer les marchés, avenants, bons de commandes ou ordres de services.

Article 5 – Visite

Dans le cadre de la réalisation de la présente procédure, les opérateurs économiques devront assister à une visite sur le site afin de mieux appréhender l'état de la flotte automobile concernée par la reprise.

Cette visite est obligatoire. Les opérateurs économiques devront prendre les dispositions nécessaires pour y assister ou s'y faire représenter.

Il sera dressé un procès-verbal de présence qui listera les opérateurs économiques dûment représentés, les représentants ayant signé ledit procès-verbal, ainsi que ceux qui, nonobstant l'obligation de venir à cette visite, ne seront pas venus et ne se seront pas fait représenter.

Lors de la visite, les candidats recevront une attestation de visite à remettre impérativement avec leur offre.

Les opérateurs économiques qui ne seront pas venus à cette visite verront leur offre rejetée.

Les opérateurs économiques devront prendre un rendez-vous préalable auprès de :

M. SAIVET Florian

E-mail : marches_publics.cpam-sarthe@assurance-maladie.fr - ☎ 02 43 50 76 47

Article 6 – Modalités de livraison

Le titulaire du marché assurera, à sa charge et sous sa responsabilité, la livraison des véhicules à l'adresse suivante :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Sarthe
178 avenue Bollée
72 000 LE MANS

Les véhicules sont livrés, préparés munis d'une immatriculation définitive (plaque d'immatriculation posée), clés en main avec la batterie pleine. Ils doivent être à l'état neuf, en état de marche, conformes à la commande et aux spécifications demandées suivant les types de véhicules.

Article 7 – Classification CPV

Les références à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) sont les suivantes :

↳ CPV principal : 34144900-7 – véhicules électriques

Article 8 – Allotissement

Les prestations sont traitées en lots séparés. (Article L2113-10 Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018).

Le marché est décomposé en 2 lots définis comme suit :

Lot n°	Objet du lot
Lot n°01	Véhicules électriques type citadine segment B2
Lot n°02	Véhicule électrique type berline compacte break segment M1

Chaque lot sera attribué à un seul opérateur économique.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Article 9 – Responsabilité Sociale des Entreprises

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Article 10 – Langue

La candidature et l'offre doivent être rédigées en français en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994.

Les documents en langue étrangère seront donc accompagnés d'une traduction française intégrale, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 11 – Lieu d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

CPAM de la Sarthe
178 Avenue Bollée
72 033 LE MANS CEDEX 9

Conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Article 12 – Traçabilité des échanges

Afin d'assurer la traçabilité des échanges, les demandes seront rédigées en français sur la plateforme PLACE.

Les questions posées devront être explicites et précises. Elles ne pourront faire référence qu'au contexte et au périmètre du présent marché.

Chaque question posée dans le délai imparti donnera lieu à la modification du dossier de consultation par la mise en place d'un document qui s'intitulera « questions-réponses ». Ce document sera disponible à la même adresse de téléchargement que le dossier de consultation et en libre accès, par conséquent les candidats devront prendre en considération la dernière version de ce document au plus tard aux date et heure de remise des offres (heure locale). Toutefois, si aucune question n'est posée ce document ne sera pas créé.

Article 13 – Transmission des plis par voie électronique

Les candidats sont autorisés à remettre leurs dossiers par voie électronique conformément à l'article L. 2132-2 du code de la commande publique et à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

La réponse à la consultation doit **obligatoirement** être effectuée au moyen de la **Plate-forme des achats de l'État (PLACE)**.

Article 14 – Copie de sauvegarde

Afin de parer aux éventuelles difficultés techniques de tous ordres qui seraient susceptibles d'altérer ou retarder cette transmission électronique, notamment en cas de volume très important des dossiers à transmettre, la personne publique autorise le candidat à doubler cet envoi par l'envoi d'une « copie de sauvegarde ».

Cette copie de sauvegarde reproduit l'intégralité du dossier original adressé à la personne publique. Elle peut être transmise sur support physique électronique ou sur support papier. Elle est adressée à l'adresse suivante, parallèlement à l'envoi dématérialisé du dossier, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

CPAM HD
TSA 99 998
72034 LE MANS CEDEX 9
« NE PAS OUVRIR »

« Acquisition de 11 véhicules sur 3 ans pour la CPAM de la Sarthe »
« Copie de sauvegarde »

Il est à noter que la « copie de sauvegarde » doit être remise ou parvenir à destination à l'adresse indiquée ci-dessus avant la date et heure limites mentionnées en première page du présent document.

La « copie de sauvegarde » peut être :

- Soit remise contre récépissé à l'adresse mentionnée ci-dessus, heures d'ouverture du secrétariat : du lundi au vendredi de 9h/12h – 13h/17h,
- Soit envoyée par la poste par pli recommandé avec accusé de réception également à l'adresse indiquée ci-dessus. Il est nécessaire de prendre compte le risque d'allongement des délais d'acheminement postaux en cette période d'état d'urgence sanitaire.

Cette « copie de sauvegarde » ne sera ouverte que dans les cas cités par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, à son article 2. II.

Article 15 – Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent se présenter seul ou sous forme de groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leur offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements conformément aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique.

En cas d'attribution du présent appel d'offre à un groupement, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Dans le cas où la personne qui signerait la déclaration pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant de l'entreprise ou tout autre représentant juridiquement habilité à l'engager, elle devra joindre à la candidature la preuve de sa capacité à engager la société par la production d'une délégation de pouvoir, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise. En cas d'absence d'un tel pouvoir ou d'une délégation en bonne et due forme, la candidature de l'entreprise sera rejetée sans être examinée.


Article 16 – Mise au point

La personne responsable du marché se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter leur offre. Cette demande ne remettra pas en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

Les candidats ne peuvent pas modifier les dispositions du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que celles des documents contractuels du marché (Acte d'engagement, CCAP, CCTP). Toute modification entraînera la nullité de l'offre. Toutefois les candidats sont autorisés à formuler des remarques. Les offres non conformes à l'objet du marché seront éliminées

Article 17 – Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour le(s) lot(s) suivant(s) :

 La réponse à la solution de base est obligatoire.	
Lot(s)	Exigences minimales détaillées
1-2	Le candidat peut proposer des véhicules dont il disposerait en stock, notamment pour écourter son délai de livraison ainsi que des véhicules présentant des équipements complémentaires par rapport au minima demandés dans le CCTP, mais cela influencera la notation sur le critère prix.

La proposition de variante(s) sera présentée dans un acte d'engagement distinct de celui de l'acte d'engagement de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s).

Les candidats pourront proposer un dossier « variantes » dans lequel ils seront tenus d'indiquer explicitement en les variantes différent de la solution de base en précisant notamment les avantages par rapport à l'offre de base.

Le candidat pourra proposer une variante visant à apporter :

- Une économie,
- Une facilité de mise en œuvre de la prestation,
- Une performance en matière de développement durable et/ou achat écoresponsable.

Ces variantes devront présenter toutes les informations techniques requises pour répondre à la proposition de base.

Dans le cadre de ces variantes, le candidat peut modifier et/ou compléter la liste des prix figurant sur le Bordereau de Prix Unitaires.

La méthodologie de dépouillement ainsi que les critères de jugement des offres variantes retenues restent identiques à ceux de la solution de base.

En tout état de cause, pour que la variante soit étudiée, les soumissionnaires devront répondre obligatoirement à la solution de base.

Article 18 – Prestations supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires éventuelles sont décrites au CCTP et concernent :

PSE n°1 : Extension de garantie constructeur 5 ans

PSE n°2 : Contrat d'entretien 5 ans

La décision concernant ces prestations sera fixée lors de la mise au point du marché avec l'attributaire.

Les candidats répondent de manière exhaustive à ces prestations et pourront proposer des prestations qu'ils jugent nécessaires. **La CPAM se réserve le droit de lever ou non ces PSE durant la durée du présent marché au même coût.**

Article 19 – Modalités de financement

Le marché est financé sur le budget national de gestion administrative.

La CPAM se réserve le droit de ne pas donner suite à ce marché si le montant n'est pas compatible avec ses contraintes budgétaires.

Article 20 – Délai minimum de maintien des offres tarifaires

Le délai demandé par le pouvoir adjudicateur est de quatre-vingt-dix (90) jours à compter du lendemain de la date limite de remise des offres.

Article 21 – Pièces constitutives du marché

21-1 – Pièces relatives à la candidature

✎ Une lettre de candidature et déclaration du candidat (DC1 et DC2), datées et signées,

Les formulaires DC1 (Lettre de candidature) et DC2 (Déclaration du candidat) peuvent être éventuellement utilisés ; ces formulaires sont disponibles sur le site internet www.minefi.gouv.fr.

Ces formulaires devront comporter :

✎ La signature originale de la personne habilitée à engager la société.

✎ Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise

✎ La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente,

✎ La déclaration sur l'honneur précisant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de concourir aux Marchés Publics, cités aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France,

✎ La déclaration sur l'honneur précisant que le candidat est en règle quant au respect de l'obligation d'emploi définie aux articles L. 5212-1 à 5212-4 du Code du Travail.

21-2 – Pièces relatives à l'offre

✎ **L'Acte d'Engagement**, complété, paraphé sur chacune des pages, daté et signé par le représentant habilité du titulaire. (Ce formulaire est disponible sur le site internet www.minefi.gouv.fr),

✎ **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** : complété, paraphé sur chacune des pages, daté et signé par le représentant habilité du titulaire,

✎ **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** : complété, paraphé sur chacune des pages, daté et signé par le représentant habilité du titulaire,

✎ **Le bordereau de Prix** : complété sans aucune modification, puis daté et signé,

✎ **Le cadre de réponse** : complété sans aucune modification, puis daté et signé,

✎ **Le mémoire technique**,

↳ **Un relevé d'identité bancaire ou postal.**

Article 22 – Modification de détail au dossier de consultation

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie se réserve le droit d'apporter **au plus tard 10 jours avant la date limite pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier et éventuellement de reporter la date limite fixée pour la réception du dossier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée alors la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 23 – Jugement des offres

23-1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai raisonnable et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

23-2 – Attribution de marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

↳ Le montant de l'offre :	35 %
↳ Le délai de livraison :	15 %
↳ La valeur technique :	40 %
- Respect des caractéristiques :	20 %
- Respect des équipements de base :	20 %
- Autonomie de la batterie :	40 %
- Respect du CCTP :	20 %
↳ Développement Durable :	10 %

Le candidat devra décrire en quoi les produits proposés mis à disposition œuvrent en faveur du développement durable.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur le bordereau de prix unitaires, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans le bordereau de prix unitaires, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce bordereau de prix unitaires pour le mettre en concordance avec l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 24 – Modalités d'attribution

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot ou pour tous les lots. Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée. Il est rappelé que le candidat en signant l'acte d'engagement (lors du dépôt de l'offre ou à l'attribution du marché) de la présente consultation s'engage à respecter l'ensemble des documents contractuels du présent marché.

Le marché sera attribué au candidat dont l'offre formellement recevable se révélera la plus conforme aux critères demandés à l'article 23-2 du présent document.

Article 25 – Signature des documents

La personne habilitée à engager l'entreprise doit signer électroniquement et personnellement les documents de l'offre (acte d'engagement notamment). La signature électronique est fortement recommandée mais pas exigée.

En cas de signature électronique

La signature électronique est non-valide et le document correspondant réputé non-signé notamment dans les cas suivants :

- la signature est absente ;
- le certificat a été révoqué avant la date de signature du document ;
- le certificat expire avant la date de signature du document ;
- le certificat est établi au nom d'une personne physique qui n'a pas la capacité à engager le candidat ;
- le certificat n'est pas référencé dans la liste de confiance et les éléments nécessaires à la vérification ne sont pas fournis.

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur accepte les offres sans signature manuscrite ou électronique.

Cette signature sera demandée ultérieurement au candidat retenu lors de l'attribution du contrat.

Article 26 – Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire, les candidats peuvent demander les précisions utiles à l'établissement de leur offre à :

Référent administratif :

Monsieur Mikaël FRANÇOIS
Gestionnaire contrats et marchés
marches_publics.cpam-sarthe@assurance-maladie.fr

Référent technique :

Monsieur Florian SAIVET

Assistant du patrimoine

marches_publics.cpam-sarthe@assurance-maladie.fr

Le pouvoir adjudicateur regroupera les réponses aux différentes questions et les transmettra, dans les mêmes termes à tous les candidats concernés, **au plus tard dix jours** avant la date limite pour la réception des offres.

Article 27 – Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal de Grande Instance

Tribunal de Grande Instance Cité Judiciaire du Mans 1 Avenue Pierre Mendès France - 72014

LE MANS CEDEX 2 (France) - Téléphone : 02.43.83.77.00 - Télécopieur : - tgi-le-mans@justice.fr -

<http://www.justice.gouv.fr>

Organe chargée des procédures de médiation : DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE 22 mail Pablo Picasso BP 24209 44042 Nantes Cedex 1

(France) - Téléphone : 02.53.46.79.83 - Télécopieur : 02.53.46.79.79 - [pays-de-la-](mailto:pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr)

[loire@dreets.gouv.fr](mailto:pays-de-la-loire@dreets.gouv.fr) - <http://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé précontractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente procédure dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de procédure civile.

Lu et approuvé (1)

Date, cachet et signature

du Responsable de l'Entreprise,

C. P. A. M. de la Sarthe

Le Mans, le

Le Directeur,

Pascal ROCHOIS

(1) *Mention manuscrite*